

L'impartialité, combien ça coûte ?

Fabrice Weissman

2004

Messages, 2004.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

L'impartialité, combien ça coûte ?

Fabrice Weissman

L'explication la plus communément admise des problèmes de sécurité rencontrés en Irak et en Afghanistan tient en un mot : la « confusion militaro-humanitaire ». Notre sécurité serait menacée du fait de notre incapacité à nous distinguer de forces armées occidentales cherchant à nous embarquer dans leur offensive.

Il y a certes une part de vrai dans cette explication. Mais n'est-elle pas un peu courte ? Peut-on parler de confusion tragique à propos des attentats ayant frappé le CICR et MSF, organisations pourtant les moins engagées dans la collaboration avec les troupes occidentales et parmi les plus combattives dans la défense de leur autonomie ?

Dire que la confusion nous expose, c'est affirmer *a contrario* que la distinction nous protège. C'est supposer que la reconnaissance de notre impartialité, de notre position de tiers au conflit et des principes d'humanité qui motivent notre action sont les principales raisons du respect de notre immunité humanitaire et du libre accès aux blessés et aux malades.

Peut-on raisonnablement adhérer à cette seule analyse qui voudrait que John Garang, Omar el-Bechir, Slobodan Milosevic ou Charles Taylor aient été touchés par notre charte, émus par notre action, séduits par notre indépendance ? Est-ce réellement la clarté et la transparence de nos intentions humanitaires – notre « vertu » ! – qui nous protègent localement de l'avidité et de la paranoïa des hommes en armes ?

Il serait dangereux de le croire... De toute évidence, si les armées en campagne tolèrent notre présence, c'est aussi parce qu'elles pensent y trouver un certain profit : soins aux combattants blessés, assistance aux familles de militaires, sanctuarisation de positions stratégiques, alimentation de l'économie de guerre, légitimation des autorités politiques, contrôle des flux de populations, accès aux médias internationaux, gages de bonne conduite envers la « communauté internationale », etc. Sécurité et accès dépendent de l'ensemble des rapports de forces dans lesquels nous nous inscrivons, comme des attentes, répulsions, fantasmes... associés à notre histoire locale, notre image, notre identité (d'agence de secours, d'organisation occidentale, d'héritière des croisades et de l'entreprise coloniale...), etc.

Par conséquent, la « confusion militaro-humanitaire » n'est pas seule responsable des problèmes de sécurité rencontrés en Afghanistan et en Irak. Nos assassins savent très bien à qui ils s'en prennent. Non, le danger vient aussi – et surtout ? – de notre incapacité à servir l'économie politique des groupes radicaux combattant les forces occidentales. En un sens, nous ne savons pas leur être profitables. Nous pouvons changer la couleur de nos voitures, refuser de prendre des financements institutionnels, clamer haut et fort notre indépendance : ce sera peine perdue tant que nos assassins considéreront que nous leur sommes plus utiles morts que vivants – c'est-à-dire, tant que nous n'aurons pas trouvé un moyen acceptable, s'il existe, de leur prouver le contraire. Ne l'oublions pas dans notre empressement – légitime – à dénoncer la « confusion militaro-humanitaire ».